



**HAL**  
open science

## Pour une géographie environnementale

Marion Daugeard

► **To cite this version:**

| Marion Daugeard. Pour une géographie environnementale. 2016. halshs-01306520

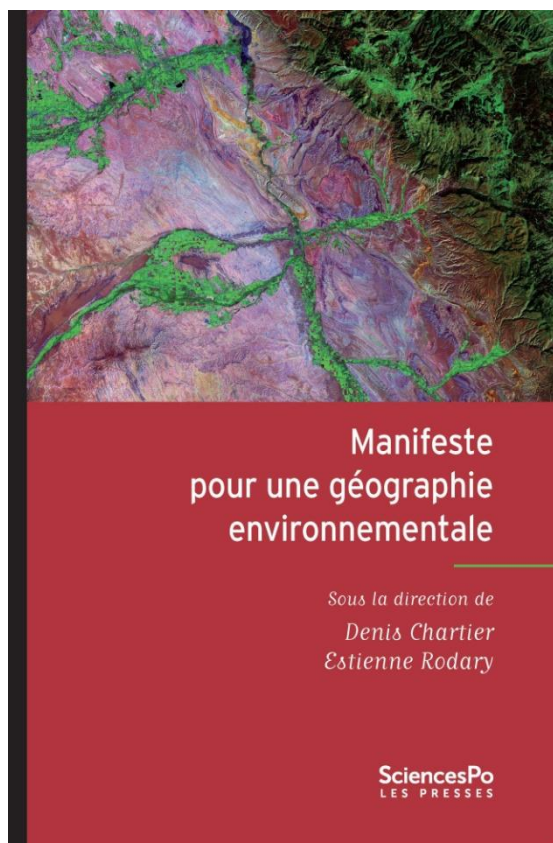
**HAL Id: halshs-01306520**

**<https://shs.hal.science/halshs-01306520v1>**

Submitted on 28 Apr 2016

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



## Pour une géographie environnementale

Compte-rendu de l'ouvrage :

Chartier, D., Rodary, E., (dir.), 2016, *Manifeste pour une géographie environnementale*, Presses Sciences Po, Paris, 439 p.

### Marion Daugeard

Doctorante en géographie à l'Institut des Hautes Etudes d'Amérique latine (IHEAL- Paris 3 Sorbonne-Nouvelle) et au Centre de Recherche et de Documentation des Amériques (CREDA) - 28, rue Saint-Guillaume 75007 PARIS [marion.daugeard@univ-paris3.fr](mailto:marion.daugeard@univ-paris3.fr)

Ce compte-rendu s'appuie également sur la présentation de l'ouvrage effectuée le 26 février 2016 dans le cadre du Séminaire GADDAL (Géographie, Aménagement et Développement durable en Amérique Latine), en la présence d'Estienne Rodary et de Pierre Gautreau, à l'institut des Amériques (IDA, Vanves). Site du Séminaire : <http://www.iheal.univ-paris3.fr/fr/agenda/s%C3%A9minaire-gaddal-33>

## Résumé introductif

Paru en janvier 2016 dans un contexte post-COP21, l'ouvrage co-dirigé par Denis Chartier<sup>1</sup> et Estienne Rodary<sup>2</sup> est l'aboutissement de discussions lancées en 2012 lors du Colloque « Géographie, écologie, politique : un climat de changement » à Orléans, qui avait alors mis en évidence « la similitude des postures de recherche et l'échec de la géographie à se placer au centre du débat autour des problématiques environnementales » (Hautdidier, p. 79).

Ce Colloque trouve son origine dans un contexte particulier, après « l'organisation, par la Société de géographie, du colloque *Le ciel ne va pas nous tomber sur la tête* [...] et la remise du grand prix de cette même société à Claude Allègre pour son ouvrage *L'imposture climatique* » et cherche alors à « questionner » la « réticence » de la géographie française à « considérer la question environnementale ». Il propose « de poser les jalons heuristiques d'un rapprochement entre l'écologie, la politique et la géographie [...] sans l'instrumentalisation politique qui caractérise aussi bien l'écologisme dénoncé par les géographes, que ces mêmes géographes quand ils dénoncent le catastrophisme environnemental ». Aussi, l'ouvrage, publié sous la forme d'un Manifeste, cherche-t-il à restituer à travers 16 chapitres, un certain nombre de réflexions et de positionnements du Colloque.

L'ouvrage constitue également le « prolongement » (Hautdidier, p. 79) de « contributions » qui visaient à « poser des jalons de réflexions pour construire une géographie politique de l'environnement » (Chartier et Rodary, 2007), et l'on ne s'étonnera pas à ce titre de la co-direction de l'ouvrage.

Si le choix du titre porte en lui une tonalité péremptoire, et si l'ennemi est globalement désigné, l'ouvrage cherche plutôt à dessiner de nouvelles voies possibles pour une géographie « environnementale en tant qu'elle-même travaillée et transformée par cet adjectif » (Chartier et Rodary, pp. 16-17). Le

<sup>1</sup> Denis Chartier, co-directeur de l'ouvrage, Maître de conférences en Géographie à l'Université d'Orléans, Chercheur associé à l'UMR Patrimoines Locaux (UMR 208) et à l'UMR Éco-anthropologie et Ethnobiologie (UMR 7206).

<sup>2</sup> Estienne Rodary, co-directeur de l'ouvrage, Géographe et chargé de recherches à l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD), UMR GRED (Gouvernance, Risque, Environnement, Développement).

*Manifeste* cherche donc plus la re-fondation que la « coupure radicale » (*Ibid*, p. 30) et s'inscrit dans la continuité de nombreux travaux rappelés et ré-analysés dans les divers chapitres.

## Positionnements

Le point de départ du *Manifeste* est clairement annoncé dans l'ouvrage par un ensemble d'expressions parfois métaphoriques. La géographie aurait ainsi « perdu le moment de l'environnement<sup>3</sup> » et « raté le coche » (Kull et Batterbury, p. 229), en se « débarrassant de l'environnement en se constituant comme discipline<sup>4</sup> ».

Devant « l'irruption de l'environnement » (Chartier et Rodary, p. 15) ou la « crise environnementale » (Gautier et Pech, p. 325) la discipline se trouverait à une « période charnière » (*Ibid*) dont les « conséquences [...] paraissent définitives pour la « discipline géographique » (Chartier et Rodary, p. 15). La géographie doit dès lors requalifier ses positionnements, son rôle et son engagement, ainsi que ses approches et ses méthodes, en d'autres mots « réintroduire Gaïa<sup>5</sup> », réintroduire la nature dans les sciences humaines et sociales.

Pour cela, la discipline doit tout d'abord « résister » (Grenier, p. 61) face à des positionnements « écolosceptiques » (p. 16-17 ; p 150) et combattre une idéologie non-catastrophistes (*ref* à Pitte et Brunel, 2010 ; Veyret 2010) « outrancièrement anthropocentrée » (Benhammou, p. 150). Plus encore, la discipline doit combattre ses « démons » historiques (césure avec la géographie physique entre autres), inventer et « se connecter », « lâcher prise » et surtout se reprendre en main. Les auteurs affirment qu'il est temps pour la discipline de « sortir d'une neutralité illusoire » (Benhammou, p. 157), d'en finir avec cette position « surplombante » (3 occurrences dans l'introduction, p. 27, 41 et 45), objective et a-politique de la géographie. A ce titre, Kull et Batterbury (p. 247) affirment : « Les modifications environnementales anthropogéniques comme le changement climatique et la transformation des terres ne disparaîtront pas parce qu'on le veut ou parce qu'on les requalifie. La question est de savoir ce que la géographie en tant que discipline universitaire peut faire à leur égard », or cela implique pour la discipline, une redéfinition des approches et des objets de recherche : « la percée environnementale a [...] des incidences programmatiques », concluent Chartier et Rodary (p. 15).

L'introduction du *Manifeste* vise à « bousculer » la géographie (Chartier et Rodary, p. 45), et propose de réhabiliter les écrits précurseurs, parfois « marginalisés et inaudibles dans un concert des nations tourné vers l'industrialisation et l'impérialisme » (*Ibid*, p. 25), et explicite le projet : pour construire une géographie environnementale, il ne s'agit pas de faire un « ménage à deux entre géographie humaine et géographie physique, mais un nœud gorgien entre géographie, écologie et politique » (*Ibid*, p. 30).

Sont alors détaillés 7 positionnements théoriques (pp. 31-46), pour une géographie :

- « cosmopolitique », qui « considère l'intrusion de la question naturelle dans le champ du social » (p. 31) ;
- « postdéterministe » qui dépasse les « schémas épistémologiques » hérités et rend compte « des crises que connaît la biosphère et des limites que cela impose, tout en considérant la complexité des phénomènes et des interactions à l'œuvre » (p. 32) ;
- une géographie « d'un Monde rugueux » qui prenne en compte « les lieux et les communautés humaines dans leurs différences tout en considérant la Terre dans sa totalité » (p. 35) ;
- « située » qui s'engage « dans une réflexivité qui ne soit pas déconnectée de la pratique » ;
- « de la justice » dans la mesure où « porter un regard sur la crise de la biosphère, c'est [...] prendre en compte les nouvelles dimensions des injustices sociales contemporaines » (p. 39) ;
- « sensible » qui laisse « plus de place à une relation empathique avec ce qui constitue nos conditions d'existence » (p. 40<sup>6</sup>) ;
- « du lâcher prise » qui implique de sortir la discipline de sa position dominante et surplombante, tel que déjà mentionné.

En résumé, il s'agirait de faire de la géographie environnementale une « gaïographie<sup>7</sup> » (p. 43), c'est-à-dire, de « penser et de renouveler la géographie à l'aune de l'environnement » (p. 45), sortir des

---

<sup>3</sup> Rodary (GADDAL, 2016).

<sup>4</sup> *Ibid*.

<sup>5</sup> Stengers, 2009, cité p. 41.

<sup>6</sup> Les auteurs citent à ce titre Besse (2000 : 148) « Être, c'est participer, être sur la Terre, c'est en être, et c'est cette commune présence de la Terre à l'homme et de l'homme à la Terre qui constitue le motif profond de toute géographie. La géographie comme savoir doit prendre en charge cette communication avec le monde plus vieille que la pensée, dont parle la phénoménologie ».

<sup>7</sup> Latour, 2015.

« divisions disciplinaires (ou « coupures ») et notamment celles qui séparent la ‘nature’ de la ‘société’ [...] constitutives de notre période moderne » (p. 44).

## Contributions de l'ouvrage : retour sur les trois « parties » et l'apport des chapitres.

L'ouvrage comporte trois grandes parties : les « Premières charges », qui constitue en quelque sorte le prolongement de l'introduction et des positionnements, l' « Histoire des occasions manquées » qui effectue un retour approfondi sur les contributions d'auteurs précurseurs et examine les racines d'un rapprochement entre écologie, géographie et politique, et les « Mises en dialogues actuelles » qui constitue une sorte d'application des principes d'une « géographie environnementale » et contribue, à travers des exemples particulièrement divers, à montrer l'éventail des possibilités de renouvellement disciplinaire.

La première partie prolonge donc les critiques formulées dans l'introduction aussi bien dans le contenu que dans le vocabulaire, et montre du doigt une géographie « outrancière » et « ignorante » (Chapitre 1) qui échoue « à se placer au centre du débat sur les problématiques environnementales » (Hautdidier, p. 79) en refusant d'interroger les « réalités<sup>8</sup> » environnementales et la question des « limites » (qui sera d'ailleurs explorée dans plusieurs contributions de l'ouvrage).

La deuxième partie explore les contributions originales d'auteurs (Reclus, Brunhes, Sauer entre autres) parfois désignés comme des « passeurs » (Matagne, p. 130) et réhabilite certaines notions ou concepts. L'on y trouve ainsi un éclairage sur la notion de *Raubwirtschaft* (ou littéralement, l'économie de pillage) « évincée » par la discipline « pour éviter les problèmes posés par cette notion, notamment ceux relatifs au degré de liberté de l'homme vis-à-vis de son environnement, alors même que la géographie étudie les relations entre l'homme et la nature (Raumulin 1984 : 798, cité p. 133). Zaninetti et Mathewson (Chapitre 8) montrent que Sauer élargit ce concept, et contribue à « l'émergence d'une sensibilité écologique en géographie » et fait « le lien entre économie prédatrice et mondialisation [...], remet en cause l'eurocentrisme et réhabilite la soutenabilité des systèmes agraires précolombiens » (p. 205). Il s'agit donc, pour la géographie, de se renouveler en « puis(ant) dans l'histoire de ses occasions manquées » (Garcia et Grangé, p. 166).

Ces occasions manquées entrent en dialogue (ou constituent le fondement) avec l'émergence de nouvelles « pistes » de recherche, pour :

- la « géographie de la limite » (Chapitres 6 et 16 ; entre autres, globalement une notion transversale dans l'ouvrage) ;
- l'« écologie du paysage », « nouvelle opportunité » de dialogue entre la géographie et l'écologie pour Matagne (p. 134), « occasion de dialogue interdisciplinaire » pour Alexandre et Guérin (p. 286) ;
- la *political ecology* qui permettrait de « dépasser les grandes rhétoriques environnementales des changements environnementaux globaux [...], examine de façon critique les relations complexes entre nature et société, en analysant les formes de contrôle et d'accès aux ressources naturelles, et leurs conséquences pour la soutenabilité environnementale et sociale » (Kull et Batterbury, p. 239) et construit une « critique de la globalisation de la modernité et des stratégies néolibérales de croissance économique, lesquelles sont à la racine de transformations globales » (*Ibid*, p. 246).

Le Chapitre 7 (Ballouche) constitue un exemple éclairant à ce titre. Il pose la question des grilles de lectures et de l'importance de déconstruire un objet (ou une idée) même s'il peut a priori satisfaire une idéologie, en prenant l'exemple de la construction du postulat de la dégradation des milieux décrite dans le modèle d'Aubréville (feu et défriche) au milieu du XX<sup>ème</sup> siècle, en Afrique tropicale. L'auteur montre que l'étude des présupposés qui traversent les discours sur la dégradation de l'environnement sont riches en enseignements, il écrit p. 187 : « paradoxalement, la logique d'alerte écologique qu'on y lit aujourd'hui et qui satisfait l'esprit en termes de protection de l'environnement et des ressources, peut aussi véhiculer un réel message politique invitant à la condamnation des pratiques locales, à l'exclusion des populations autochtones voire à leur répression ».

Ce chapitre opère une transition avec la troisième partie et rejoint par exemple la contribution de Caillault (Chapitre 12) qui s'intéresse aux représentations du feu et de la brousse comme objets de cristallisation des enjeux environnementaux en Afrique de l'Ouest (Burkina Faso). L'auteur mobilise différentes échelles d'analyse pour montrer « les décalages existant entre les échelles dominantes d'observations scientifiques et les échelles d'action des individus ou des groupes sociaux sur un espace donné » et pose l'hypothèse que « cette différence conduit à des problèmes de gestion et d'appropriation

---

<sup>8</sup> Référence à Kull et Batterbury (p. 229) qui évoquent les « changements environnementaux spectaculaires bien réels et pressants ».

des territoires » (p. 307), une analyse qui constitue donc un exemple de déconstruction « des discours normatifs sur l'environnement » (p. 306).

La troisième partie comporte des contributions diverses. Blanchon (Chapitre 10) travaille le cas de la *Radical political ecology*, une branche de la *political ecology* qui s'intéresse en particulier à la question de l'eau, et mentionne de nouvelles notions telles que le « cycle hydrosocial ». Gautreau (Chapitre 14) développe une nouvelle approche et questionne le rôle de l'internet dans l'évolution des modes actuels de gouvernance de l'environnement. Gautier et Pech (Chapitre 13) reviennent sur l'évolution de la géographie physique et les clivages de la géographie qui l'ont amenée à passer à côté de la question environnementale (« rendez-vous manqué » p. 329). Ils montrent que la géographie naturaliste a désormais « quitté ses terrains traditionnels » (p. 337) en répondant à une « demande sociale » (p. 335, crises environnementales, risques, changement climatique, etc.). La prochaine étape consiste dès lors pour les auteurs à « établ(ir) de nouveaux concepts et méthodes d'analyse gommant les clivages disciplinaires » (p. 339) et rejoignent en ce sens de nombreux contributeurs à l'ouvrage. Au Chapitre 15, Blot analyse le lien entre « la production de données requalifiant les médicaments en polluants » et le changement de pratiques, et postule quant à elle pour une « géographie du pouvoir ». Elle démontre, à travers une analyse « relationnelle » et l'étude des rationalités, des représentations et pratiques des acteurs impliqués, la dimension politique des savoirs écologiques l'importance d'« étudier les relations de pouvoir pour prendre en compte les enjeux associés à la production et à l'échange de connaissances » (p. 397).

Enfin, parmi les nombreuses contributions de l'ouvrage, l'on peut citer celle de Soubeyran (Chapitre 16) qui propose de « réintégrer la question de la limite de l'action humaine comme élément fondamental de notre réflexion en sciences sociales <sup>9</sup> » à travers une démonstration originale. Il propose en effet de revenir sur la notion de « démodernisation forcée » tirée des travaux de Graham (2006) à travers la notion de résilience. Il questionne ce nouveau terme à la mode qui cacherait une vision de l'adaptation qui pourrait conduire les sociétés à l'effondrement. Il explique l'intérêt de la thèse de Diamond (2006) qui dans son ouvrage *Effondrement* : « invite à penser la résilience en retournant le principe schumpétérien de 'destruction créatrice' : créer des savoirs et des comportements qui permettent d'identifier, de ralentir et de contrecarrer des processus d'adaptation destructeurs des sociétés<sup>10</sup> ». Il conclue sa réflexion en ouvrant la piste suivante : « les sociétés produisent ce qui les détruit et détruisent ce qui les produit [...] la résilience ne consiste-telle pas à revenir au fonctionnement immun (et donc « normal ») du territoire ? Produire ce qui nous produit et détruire ce qui nous détruit » (p. 421).

## Pour conclure

Finalement, nous l'aurons compris, il est temps, pour les divers contributeurs à cet ouvrage, de « prendre le train », ou le « bateau<sup>11</sup> », selon les intérêts des uns ou des autres, et de renouveler la discipline et par extension, les sciences humaines et sociales. La variété des contributions laisse entrevoir de nombreuses pistes de réflexion et pour terminer par une métaphore, un vaste chantier.

L'ouvrage prend la forme de contributions variées et si la plupart des auteurs partagent un constat largement repris dans l'introduction et notamment les « premières charges », la place est laissée au dialogue et à l'échange (propositions de « pistes », « jalons » etc.). Il s'agit alors moins de tracer une direction ou un cadre, que de définir quelques principes qui doivent ouvrir à de nouvelles perspectives.

## Références citées (hors chapitres de l'ouvrage)

BERDOULAY (Vincent) et SOUBEYRAN (Olivier), « La concertation sur l'adaptation au changement climatique dans le champ de force du discours sécuritaire », *In* : MERMET (Laurent) et SALLES (Denis) (dir.), *Environnement et transition écologique*, Bruxelles, De Boeck, 2015, p. 55-67.

BESSE (Jean-Marc), *Voir la Terre*, Arles, Actes Sud, 2000.

BRUNEL (Sylvie) et PITTE (Jean-Robert), (dir.), *Le Ciel ne va pas nous tomber sur la tête*, Paris, JC Lattès, 2010.

---

<sup>9</sup> Rodary (GADDAL, 2016).

<sup>10</sup> Berdoulay et Soubeyran 2015, cités p. 404.

<sup>11</sup> Référence au chapitre 9 : « L'appareillage des études environnementales : le bateau manqué ».



CHARTIER (Denis) et RODARY (Estienne), « Géographie de l'environnement, écologie politique et cosmopolitiques », *L'Espace Politique*, 2007-1, DOI : 10.4000/espacepolitique.284

DIAMOND (Jared), *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Paris, Gallimard, 2006.

GRAHAM (Stephen), « Urban metabolism as target. Contemporary war as forced demodernization », In : HEYNEN (Nik), KAĪKA (Maria), SWYNGEDOUW (Erik) (eds.), *In the Nature of Cities. Urban political ecology and the politics of urban metabolism*, Londres, Routledge, 2006, p. 234-254.

LATOUR (Bruno), *Face à Gaïa*, Paris, Les empêcheurs de penser en rond, La Découverte, 2015.

RAUMULIN (Jussi), « L'homme et la destruction des ressources naturelles : la *Raubwirtschaft* au tournant du siècle », *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, 39 (4), 1984, p. 798-819.

STENGERS (Isabelle), *Au temps des catastrophes*, Paris, La Découverte, 2009.

## Chapitres de l'ouvrage

### I- Premières charges

Chapitre 1. Antimalthusianisme ou darwinisme ? Des limites d'une géographie anti-écologiste à une politique des limites géographiques. Christophe Grenier

Chapitre 2. Quelque part entre Toutatis et Gaïa. La géographie française peut contribuer aux questions de l'écologie. Baptiste Hautdidier

### II- Histoire des occasions manquées.

Chapitre 3. Pourquoi Elisée Reclus a choisi la géographie et non l'écologie ? Philippe Pelletier

Chapitre 4. Géographie et écologie : occasions manquées et opportunités. Patrick Matagne

Chapitre 5. Une histoire contemporaine de la géographie française de l'animal. Farid Benhammou

Chapitre 6. Trouver le bord du milieu : les occasions manquées d'une écologie politique de la limite. Pierre-Olivier Garcia et Jérémy Grangé

Chapitre 7: Forêts versus savanes. L'héritage d'un forestier colonial en écologie et géographie tropicale de l'Afrique de l'ouest. Aziz Ballouche

Chapitre 8 : La contribution singulière de Carl Sauer à l'émergence d'une sensibilité écologique en géographie. Jean-Marc Zaninetti et Kent Mathewson.

Chapitre 9 : La géographie face aux défis environnementaux dans le monde anglophone. Christian A. Kull et Simon P. J. Batterbury.

### III- Mises en dialogues actuelles

Chapitre 10. *Radical Political Ecology* et *water studies*. Quels apports pour la géographie de l'environnement en France ? David Blanchon

Chapitre 11 : Biogéographie. De la marginalisation à une science de l'environnement interdisciplinaire. Frédéric Alexandre et Alain Guérin

Chapitre 12 : Les échelles du feu de la brousse. Une exploration des dynamiques environnementales à l'ouest du Burkina Faso. Sébastien Caillault

Chapitre 13 : La reconnaissance d'une « géographie naturaliste ». Emmanuèle Gautier et Pierre Pech.

Chapitre 14 : Etat, information, environnement et pouvoir. Ce que change l'internet en Argentine, en Bolivie et au Brésil. Pierre Gautreau

Chapitre 15 : Pour une « géographie du pouvoir ». L'apport d'une expérience pluridisciplinaire autour de la question de la pollution médicamenteuse. Frédérique Blot

Chapitre 16. Résilience, Démodernisation forcée et changement climatique. Olivier Soubeyran